

# ABDULAZIZ OTHMAN BIN SAGER

Président du Gulf Research Center, Arabie Saoudite

## Volker PERTHES

Abdulaziz, passons à un autre théâtre de conflits. Dans toute confrontation entre l'Iran et soit les États-Unis, soit ses voisins du Golfe, soit Israël, l'Arabie saoudite est susceptible d'en subir le contrecoup, comme en témoigne la récente attaque des installations pétrolières saoudiennes, qui qu'en soit le responsable. L'Arabie saoudite elle-même fait l'objet d'une surveillance plus étroite de la part de la communauté internationale et aussi de son ami américain, en particulier le Congrès, en ce qui concerne les droits de l'homme, le meurtre de notre ami Jamal Khashoggi et la guerre du Yémen. Elle semble avoir quelque peu réduit son engagement régional, non pas au Yémen, mais en Syrie où, avec votre participation, l'Arabie saoudite a été très active à un moment donné. L'Arabie saoudite a-t-elle quelque peu dépassé les bornes et tente-t-elle maintenant de limiter son engagement, en essayant de ne pas attirer l'attention de la communauté internationale sur le Yémen et les droits de l'homme ? Se retire-t-elle un peu pour essayer de régler ses propres affaires ou est-ce là une interprétation erronée ?

## Abdulaziz Othman bin Sager

Il s'agit d'une situation relativement complexe. Concernant la situation actuelle au Yémen, par exemple, elle est directement liée au conflit avec l'Iran. En effet, sans l'appui iranien à cette milice, que le reste du monde et la communauté appellent, à ma grande surprise, le « gouvernement de facto » ou « la réalité du terrain », cette situation n'existerait pas. Si nous considérons comme réalité du terrain une milice qui a renversé un gouvernement légitime et pris le pouvoir, et si nous cautionnons ce comportement, je pense qu'il y a quelque chose qui ne va pas, car où s'arrête-t-on et où mettons-nous des limites ?

Bien évidemment, l'Arabie saoudite aujourd'hui est engagée en Syrie et au début, nous avons essayé d'aider le peuple syrien à se réorganiser. Nous avons apporté un soutien important en coordonnant l'action de la communauté internationale, mais je pense qu'on ne peut que dresser un triple constat d'échec. Les discussions directes dans les cercles arabes ont échoué, les discussions au sein de l'Organisation des pays islamiques ont échoué, en conséquence de quoi elles sont passées au niveau international. . Au départ, tout a commencé en Syrie par des revendications pour plus de liberté et cela s'est transformé en une zone de conflit international majeur, chacun essayant d'exercer son pouvoir et de défendre ses intérêts sur ce territoire.

Il n'y a pas de désengagement de la part de l'Arabie saoudite. Je pense que l'engagement est toujours là, mais cela dit, si on regarde l'agenda américain aujourd'hui, les priorités sont la Chine, l'Iran et la Corée du Nord. Si on regarde l'agenda saoudien aujourd'hui, oui, pour moi la première priorité serait le Yémen, avec qui nous avons une frontière de 1 450 kilomètres. Bien sûr, ma deuxième priorité serait la politique iranienne d'agression, d'ingérence et d'expansion, et cette situation doit donc être considérée comme la deuxième priorité. Aujourd'hui, l'Arabie saoudite est confrontée à des défis très stratégiques à ses frontières nord et sud : côté nord, l'Iran continue de soutenir toutes les milices, que nous appelons [inaudible] en Irak, qui sont entièrement financées, entraînées et soutenues par les Gardiens de la révolution iraniens, et côté sud, l'Iran soutient la milice au Yémen. À cela s'ajoute la menace chimique dans les eaux du Golfe ; le 14 septembre a changé la donne. Si la communauté internationale aujourd'hui ne condamne pas un acte réel, je pense que c'est une bonne chose que l'Europe ait au moins reconnu cette attaque, malgré les relations fortes entre l'Europe et l'Iran. Je me trouvais à New York à ce moment-là et j'ai été très heureux d'entendre le Président Rouhani plaider pour un nouveau cadre régional de sécurité du détroit d'Ormuz, lequel serait fondé sur deux principes : la non-agression et la non-ingérence.

C'est une bonne chose car nous avons souffert de la politique iranienne d'ingérence et d'agression. J'ajouterais que nous souhaiterions un garant international, un rôle parfait pour les Nations Unies qui pourraient être le garant de la mise en œuvre d'une telle politique. Si l'Iran est disposé à s'orienter vers la mise en œuvre réelle d'une politique de non-ingérence et de non-agression, croyez-moi, nous serions tous heureux de parvenir à un accord régional. Nous ne

voulons pas d'une présence internationale accrue. Nous ne voulons pas que quelqu'un comme le président Trump vienne nous dire « Pourquoi devrions-nous nous impliquer dans le conflit au Moyen-Orient ? Nous devrions rester à l'écart de ce conflit ». Je pense qu'il se trompe sur deux points ; il a son plus grand ennemi et son plus grand ami au Moyen-Orient. Israël est le meilleur allié des Etats-Unis dans cette région du Moyen-Orient, et l'Iran son plus grand ennemi, ou le deuxième sur la liste. Les Etats-Unis tiennent un double langage : ils retirent leurs soldats du nord de la Syrie, mais sont prêts à envoyer 3 000 soldats en Arabie saoudite, tout en disant que c'est à l'Arabie saoudite de payer le coût de ce déploiement.

Si c'est vraiment une question de coût, nous devrions peut-être lancer un appel d'offres international, voir qui propose le prix le plus bas et sélectionner celui qui assurera la meilleure sécurité au prix le plus bas. Une telle politique de la part des États-Unis est regrettable et nous aurions espéré un véritable engagement pour la paix et la stabilité. L'invasion de l'Irak en 2003 a-t-elle vraiment apporté la stabilité en Irak ? Avons-nous aujourd'hui un Irak unifié, stable, sûr et sécurisé ? Non.

Au début de cette session, vous avez demandé si l'implication et l'engagement des puissances extérieures allaient dans l'intérêt de la région. Cela dépend du type d'engagement. Si le Président Obama n'avait pas choisi d'effacer la ligne rouge qu'il avait lui-même tracée, nous n'aurions pas assisté au retour en force des Russes dans la région et aujourd'hui, en Arabie saoudite, nous recevons la visite du président Poutine. Cela complique encore plus la situation dans la région. Quoi qu'il en soit, l'Arabie saoudite reste bien entendu active au sein des quatre organisations afin de défendre ses intérêts avec chaque pays : le Conseil de coopération du Golfe (CCG), malgré sa situation actuelle ; la Ligue arabe ; l'Organisation de la coopération islamique ; et enfin les Nations Unies. Nous agissons à différents niveaux à travers ces différentes organisations. L'Arabie saoudite a condamné le rôle de la Turquie dans le nord de la Syrie, néanmoins je comprends les intérêts des différents... Je ne pense pas que la Turquie se serait lancée dans une telle opération sans un consensus, je ne devrais peut-être pas appeler cela un consensus, disons plutôt sans le désaccord des acteurs puissants de la région, que ce soit la Russie, les États-Unis ou les autres puissances.

### **Volker PERTHES**

Ça se pourrait bien. Vous avez mentionné le fait que l'Arabie saoudite, contrairement aux Kurdes de Syrie, a l'avantage de pouvoir régler la note pour la présence des soldats américains. C'est un sujet que j'aimerais vous entendre développer, mais j'ignore jusqu'à quel point vous êtes prêt à révéler des informations. Je sais que vous êtes personnellement impliqué, avec votre groupe de réflexion, le Gulf Research Center, dans un processus de diplomatie parallèle (*Track II*) avec les Iraniens. Sans trop entrer dans les détails que vous ne voulez pas révéler, voyez-vous de réelles possibilités de désescalade et de renforcement de la sécurité dans le Golfe, sur la base de vos contacts avec vos homologues iraniens ?

### **Abdulaziz Othman bin Sager**

Wikileaks a effectivement fait fuiter l'information, ce n'est donc plus un secret, Le processus Track II a démarré en 2012. La dernière réunion s'est tenue à New York fin septembre, après l'Assemblée. Voici mon sentiment à ce jour. Pour la première fois, les Iraniens sont arrivés avec une proposition concrète : une sécurité régionale basée sur les deux principes de non-ingérence et de non-agression. Je pense qu'avec une forte présence des Nations Unies comme garant, comme je l'ai dit plus tôt, cette proposition sera bien accueillie. Je ne pense pas qu'elle sera rejetée par les Saoudiens, et nous l'avons très clairement fait savoir. Par ailleurs, lorsque nous avons discuté du Yémen et de la situation qui y règne, l'Iran a admis que cela va même à l'encontre de ses intérêts car ils ont aussi une milice différente et des groupes différents, et donc si la communauté internationale commence à reconnaître le rôle des acteurs étatiques violents dans la région MENA, en leur attribuant un rôle, où cela s'arrêtera-t-il ? Chaque pays aura alors des problèmes similaires. Aujourd'hui, que je sois pessimiste ou optimiste, tout dépend de l'Iran. Si l'Iran se rend compte qu'il ne peut pas vivre dans un climat de haine dans la région, il doit apaiser ses relations et s'attaquer aux différents problèmes qu'il a créés, en particulier le Hezbollah et les milices afghanes, pakistanaises et irakiennes en Syrie. Il doit régler [inaudible] en Irak. Il doit régler [inaudible] dans le Sud. Si l'Iran change d'attitude et s'il est prêt à être - parce qu'en fait il a choisi d'agir à travers ces milices pour deux raisons. La première est de soutenir le régime de son choix s'il en décide ainsi, comme il l'a fait avec le Hezbollah en Syrie. La deuxième est de les utiliser comme levier et élément perturbateur, comme il l'a fait au Liban où il a retardé la formation du gouvernement et est devenu ainsi



beaucoup plus agressif. Je pense que j'en appellerais à un engagement international réel, majeur et constructif pour résoudre nombre de problèmes régionaux, à commencer par la Libye, puis le Yémen et d'autres théâtres de tensions.

**Volker PERTHES**

Merci.